La politique bilingue dans l'éducation

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

De quatre filières linguistiques à une école commune

Avant l'indépendance, Singapour comptait quatre systèmes scolaires, chacun enseignant dans une langue différente. Les écoles chinoises, fondées et financées par les associations de clans et les marchands, enseignaient en mandarin depuis les années 1920, après que les écoles de dialecte du XIXe siècle eurent cédé la place au mouvement en faveur de la langue nationale en Chine.[1] En 1949, environ 70 % des plus de 100 000 enfants d'âge scolaire fréquentaient l'une des 319 écoles de langue chinoise, qui ne recevaient aucun financement du gouvernement colonial.[2] Les écoles anglaises, gérées par le gouvernement et par les missions, préparaient les élèves à la fonction publique et aux maisons de commerce. Les écoles malaises et tamoules complétaient le tableau.

La communauté chinoise couronna son système par une université. La Nanyang University, financée par un don de cinq millions de dollars du négociant en caoutchouc Tan Lark Sye et construite à Jurong sur 500 acres de terrain offerts par la Hokkien Association, ouvrit ses cours le 30 mars 1956.[3] Pour les Chinois formés en chinois, elle prouvait que leur langue pouvait porter un cursus complet. Pour les

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

autorités coloniales, puis pour le gouvernement du People's Action Party, elle était aussi un foyer de sentiment politique chinois, dans une ville dont l'avenir passait par un État multiracial.

L'État autonome de 1959 maintint la politique de financement des écoles dans les quatre langues d'enseignement.[4] L'égalité de traitement des filières était politiquement nécessaire, car toute tentative de fermer les écoles chinoises aurait dressé contre le gouvernement la communauté qui formait la majorité des électeurs. Elle laissait aussi au jeune État une population incapable de communiquer en une seule langue. La politique bilingue fut la réponse à cette difficulté. Elle maintenait provisoirement chaque filière en vie, tout en obligeant chaque élève à apprendre une deuxième langue.

La deuxième langue obligatoire de 1966

La politique bilingue entra en vigueur en 1966. L'étude d'une deuxième langue devint obligatoire dans toutes les écoles publiques et subventionnées de chaque filière linguistique : les élèves des écoles chinoises apprenaient l'anglais, et ceux des écoles anglaises le chinois, le malais ou le tamoul.[5] Les deuxièmes langues devinrent des matières d'examen au Primary School Leaving Examination (PSLE, examen de fin d'études primaires) en 1966 et au Cambridge School Certificate en 1969.[6] En 1972, l'anglais et la langue maternelle reçurent tous deux un coefficient double au PSLE, avant que la pondération ne soit fixée en 1980 à 25 % chacun pour l'anglais, la langue maternelle, les mathématiques et les sciences.[7]

Les auteurs de cette politique en exposaient ouvertement la logique. L'anglais serait la langue commune et neutre entre les communautés, ainsi que la langue des sciences, de la technique et du commerce international. La langue maternelle préserverait les valeurs culturelles et donnerait à chaque communauté ses racines. Ce partage des fonctions, l'anglais pour le travail et la langue maternelle pour l'identité, est resté depuis lors la doctrine officielle. Il explique pourquoi Singapour n'a jamais désigné l'anglais comme « langue maternelle » d'aucune de ses communautés, alors qu'il est aujourd'hui la langue de la plupart des foyers.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Les parents tirèrent leurs propres conclusions de cette doctrine. Dans un discours au Parlement du 23 février 1977, Lee Kuan Yew relevait qu'entre 1957 et 1967, 30 à 40 % environ des parents chinois avaient inscrit leurs enfants dans des écoles chinoises. La part de la cohorte nationale de Primary One (première année du primaire) entrant dans des écoles de langue chinoise tomba de 33 % en 1967 à 13,75 % en 1977.[8] Les parents choisissaient l'anglais parce qu'il promettait un emploi dans les multinationales que l'Economic Development Board, étudié au chapitre III de la partie C, attirait à Singapour. Le marché des langues scella le sort de la filière chinoise avant que le gouvernement ne la ferme formellement.

Le rapport Goh et la fin de la filière chinoise

L'examen décisif vint avec le *Report on the Ministry of Education 1978*, publié le 10 février 1979 par une équipe dirigée par le vice-Premier ministre Goh Keng Swee. Le rapport Goh constatait des taux d'abandon élevés et des résultats faibles dans les deux langues. Il introduisit le New Education System, avec l'anglais comme première langue et les langues maternelles comme deuxièmes langues. L'orientation par filières de niveau (streaming) fut instaurée la même année pour remédier aux abandons, les élèves les plus faibles étant placés dans une filière monolingue.[9]

En 1983, les inscriptions en Primary One dans les classes de langue chinoise tombèrent sous 1 % de la cohorte. Les derniers élèves de la filière chinoise obtinrent leur diplôme en 1986, événement que l'historien singapourien de l'éducation chinoise Neo Peng Fu a résumé en une formule : l'« éducation chinoise » était devenue l'« enseignement de la langue chinoise ». L'anglais fut officiellement désigné première langue de l'ensemble du système scolaire en 1987. Les filières malaise et tamoule avaient déjà disparu. L'enseignement en tamoul prit fin en 1982. En 1986, il ne restait qu'une seule classe de 28 élèves dans l'enseignement secondaire en malais.[10]

L'université suivit les écoles. La Nanyang University, pressée d'enseigner en anglais, perdait des étudiants au profit de l'University of Singapore, de langue anglaise. Sa fusion avec cette université pour former la National University of Singapore fut confirmée en avril 1980, après quoi Nanyang tint sa dernière cérémonie de remise des diplômes le 16 août 1980.[11] Pour de nombreux Singapouriens formés en chinois,

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

cette fermeture reste une blessure. Pour la place financière, elle signifiait que tous les diplômés des années 1980 et suivantes avaient été formés en anglais, ce qui rendait la main-d'œuvre immédiatement employable par les banques internationales.

Langue maternelle, Higher Mother Tongue et écoles spéciales

Le gouvernement compensa la disparition de la filière chinoise par des institutions destinées à préserver une élite bilingue. En 1979, le ministère de l'Éducation désigna neuf écoles secondaires de langue chinoise comme écoles du Special Assistance Plan. Elles devaient permettre aux meilleurs élèves sortant du primaire d'étudier l'anglais et le mandarin à un niveau élevé, et rassurer la communauté chinoise sur l'attention que le gouvernement portait à sa langue et à sa culture.[12] Deux d'entre elles, The Chinese High School et Nanyang Girls' High School, expérimentèrent l'Integrated Programme en 2004, d'autres écoles du Special Assistance Plan suivant les années suivantes.[13]

Le Higher Chinese Language (chinois renforcé) fut introduit en 1999, année où l'admission dans les écoles du Special Assistance Plan fut aussi élargie des 10 % aux 30 % les mieux classés de la cohorte du PSLE. Les épreuves de langue maternelle renforcée attirent une part croissante d'élèves. Entre 2003 et 2012, la part de la cohorte du PSLE présentant le Higher Chinese passa de 21,6 % à 27,4 %, tandis qu'au niveau O elle passait de 18,2 % à 30,1 %.[14] Les parts correspondantes pour le Higher Malay et le Higher Tamil étaient plus faibles, mais également en hausse. La réussite de la langue maternelle renforcée au niveau O satisfait à l'exigence de langue maternelle pour l'admission dans les universités locales, ce qui maintient l'intérêt de la langue pour les ambitions scolaires des familles.

La langue maternelle reste une matière d'examen obligatoire au PSLE et aux examens nationaux du secondaire. Tous les élèves étudient le mandarin, le malais ou le tamoul selon leur classification ethnique, les élèves indiens dont la famille ne parle pas tamoul pouvant toutefois choisir une autre langue.[15] L'attribution ethnique de la langue maternelle est le trait le plus singulier du système. Un enfant chinois dont les

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

parents parlent hokkien ou anglais à la maison étudie ainsi le mandarin comme langue maternelle. Le terme exprime un choix politique : celui de la langue qu'une communauté doit avoir en partage.

Une limite reconnue

Le gouvernement a reconnu franchement les limites de cette politique. En 2004, il admit que son objectif initial d'une maîtrise égale de l'anglais et de la langue maternelle n'avait pas été atteint. Lee Kuan Yew alla plus loin. En 2009, il déclara que la politique des débuts avait supposé une forte corrélation entre l'intelligence et l'apprentissage des langues. En juin 2010, il ajouta : « Mandarin is important but it remains a second language in Singapore ».[16] Ses dernières réflexions sur le sujet ont été réunies dans *My Lifelong Challenge: Singapore's Bilingual Journey*, publié en 2011.[17]

Le Lee Kuan Yew Fund for Bilingualism fut créé la même année pour aider le ministère de l'Éducation à promouvoir l'apprentissage de l'anglais et des langues maternelles, en particulier dans les premières années.[18] Ce fonds marque un déplacement de l'accent. Après des décennies durant lesquelles le système scolaire visait un bilinguisme équilibré pour tous, la politique accepte désormais la prédominance de l'anglais et s'attache à rendre la deuxième langue agréable et utilisable, dès l'âge préscolaire. Pour les employeurs, cela signifie que le mandarin d'un jeune diplômé singapourien va d'un niveau quasi natif à un niveau fonctionnel, selon la famille, l'école et l'usage qu'il fait de la langue après sa scolarité.

Notes

1. Wikipedia, « Singaporean Mandarin » (consulté en novembre 2026) : premières classes en mandarin vers 1898 ; dans les années 1920, toutes les écoles chinoises de Singapour avaient adopté le mandarin comme langue d'enseignement. ↩
2. Singapore Chinese Cultural Centre, Culturepaedia, « A common mother tongue: The impact of Chinese education in Singapore » (consulté en novembre 2026) : en 1949, environ 70 % des plus de 100 000 enfants d'âge

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

scolaire étaient inscrits dans 319 écoles de langue chinoise gérées par des organisations civiles sans financement colonial. Un article connexe de Culturepaedia sur l'enseignement en chinois des années 1920 aux années 1950 indiquerait 71 000 enfants d'âge scolaire d'origine chinoise dans ces 319 écoles. ↩

3. Wikipedia, « Nanyang University » (consulté en novembre 2026) : Tan Lark Sye proposa l'université en 1953 et fit un don de 5 millions de dollars ; la Singapore Hokkien Association offrit 500 acres à Jurong ; les cours commencèrent le 30 mars 1956. ↩
4. Culturepaedia, « From Chinese-language education to bilingual education system (1960s to 1980s) » (consulté en novembre 2026) : après l'autonomie interne de 1959, le gouvernement du PAP maintint la politique de financement des écoles en langues ethniques adoptée par le Labour Front. ↩
5. Wikipedia, « Language education in Singapore » (consulté en novembre 2026) : la politique d'éducation bilingue fut officiellement introduite en 1966. ↩
6. Deuxièmes langues comme matières d'examen obligatoires au PSLE à partir de 1966 et au Cambridge School Certificate à partir de 1969. ↩
7. Wikipedia, « Language education in Singapore » (consulté en novembre 2026) : coefficient double pour les deux langues au PSLE en 1972 ; depuis 1980, l'anglais, la langue maternelle, les mathématiques et les sciences comptent chacun pour 25 % de la pondération. ↩
8. Culturepaedia, « From Chinese-language education to bilingual education system (1960s to 1980s) », précité, citant le discours de Lee Kuan Yew au Parlement du 23 février 1977 : inscriptions en Primary One dans les écoles de langue chinoise à 33 % de la cohorte nationale en 1967 et à 13,75 % en 1977. ↩
9. Culturepaedia, « From Chinese-language education to bilingual education system (1960s to 1980s) », précité : le rapport Goh du 10 février 1979, sous la direction de Goh Keng Swee, introduisit le New Education System avec l'anglais comme première langue et les langues maternelles comme deuxièmes

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

langues ; Wikipedia, « Language education in Singapore » (consulté en novembre 2026) : orientation par filières de niveau (streaming) introduite en 1979 pour remédier aux taux d'abandon élevés, les élèves les plus faibles étant placés dans une filière monolingue. ↩

10. Culturepaedia, « From Chinese-language education to bilingual education system (1960s to 1980s) », précité : moins de 1 % en 1983 selon le Chinese Language Review Committee (1992) ; « The final batch of students graduated from the Chinese-language-stream schools in 1986 » ; « 'Chinese education' thus evolved into 'teaching the Chinese language' » ; Wikipedia, « Education in Singapore » (consulté en novembre 2026) : l'anglais fut « officially designated the first language within the local education system in 1987 » ; Wikipedia, « Language education in Singapore » (consulté en novembre 2026) : l'enseignement en tamoul prit fin en 1982 avec la fermeture de l'Umar Pulavar Tamil High School ; en 1986, il ne restait qu'une classe de 28 élèves dans l'enseignement secondaire en malais. ↩
11. Wikipedia, « Nanyang University » (consulté en novembre 2026) : la fusion fut confirmée en avril 1980 ; la dernière cérémonie de remise des diplômes eut lieu le 16 août 1980, le National University of Singapore Act prenant effet le même mois. ↩
12. Wikipedia, « Special Assistance Plan » (consulté en novembre 2026) : introduit en 1979 ; neuf écoles secondaires de langue chinoise désignées ; objectif de permettre aux meilleurs élèves sortant du primaire d'étudier l'anglais et le mandarin à un niveau élevé et de préserver les écoles traditionnelles de langue chinoise. ↩
13. Wikipedia, « Special Assistance Plan » (consulté en novembre 2026) : The Chinese High School et Nanyang Girls' High School expérimentèrent l'Integrated Programme en 2004 avec le Hwa Chong Junior College ; River Valley High School suivit en 2006 et Dunman High School en 2008. ↩
14. Wikipedia, « Language education in Singapore » (consulté en novembre 2026) : Higher Chinese Language introduit en 1999 ; admission dans les écoles SAP élargie des 10 % aux 30 % les mieux classés de la cohorte du PSLE ;

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Wikipedia, « Language education in Singapore » (consulté en novembre 2026), tableau de la participation au Higher Mother Tongue : Higher Chinese 21,6 % (PSLE 2003), 27,4 % (PSLE 2012), 18,2 % (niveau O 2003), 30,1 % (niveau O 2012). ↩

15. Wikipedia, « Education in Singapore » (consulté en novembre 2026) : la langue maternelle est une matière d'examen obligatoire au PSLE et aux GCE de niveaux N, O et A ; les Indiens non tamouls peuvent choisir le tamoul ou une autre langue, comme le hindi ou le pendjabi. ↩
16. Wikipedia, « Language education in Singapore » (consulté en novembre 2026) : en 2004, le gouvernement reconnut l'échec de son objectif initial d'une maîtrise égale de l'anglais et de la langue maternelle ; Wikipedia, « Speak Mandarin Campaign » (consulté en novembre 2026) : en 2009, Lee Kuan Yew déclara que l'enseignement du mandarin avait pris la « wrong way » ; en juin 2010, il déclara : « Mandarin is important but it remains a second language in Singapore » ; Wikipedia, « Language education in Singapore » : « an assumption of a strong correlation between intelligence and language learning ». ↩
17. Culturepaedia, « Chinese dialects in Singapore » (consulté en novembre 2026), citant Lee Kuan Yew, *My Lifelong Challenge: Singapore's Bilingual Journey* (2011), p. 146. ↩
18. Wikipedia, « Language education in Singapore » (consulté en novembre 2026) : le Lee Kuan Yew Fund for Bilingualism fut créé en 2011 pour soutenir le ministère de l'Éducation. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.